



Comité de soutien Ousmane BA
des 68 travailleurs sans papiers de Creil

c/o Bourse du travail
1 Rue Fernand Pelloutier
60100 Creil

À

Monsieur François Hollande
Président de la République française
Palais de l'Elysée
55, rue du faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Creil, le 16 mai 2012

Objet : Demande de régularisation de huit travailleurs sans-papier en grève depuis octobre 2009

Monsieur Le Président de la République,

C'est avec plaisir que nous voyons finir, avec votre élection, cinq années de grandes crispations sur les questions d'immigration.

Comme vous le savez, en octobre 2009 a commencé une très longue grève des travailleurs sans-papier, soutenue par un collectif d'organisations, appelé « des Onze ». L'objectif était d'aboutir à une circulaire qui abolirait la situation insupportable d'arbitraire préfectoral à laquelle nous sommes tous soumis.

À 6 804 grévistes, nous avons engagé un véritable combat citoyen qui nous a permis d'exposer à l'ensemble du peuple français les conditions de travail et de vie auxquelles nous étions, et sommes encore aujourd'hui, contraints. Nous avons fait état de notre présence de travailleurs, présence souvent longue et toujours civique en France.

À Creil, un Comité de soutien, le Comité Ousmane Bâ, du nom de l'un des nôtres disparu pendant la lutte, s'est engagé aux côtés des soixante-huit d'entre nous qui avaient occupé les agences d'intérim de cette agglomération à la fin de l'année 2009. C'est à la Bourse du travail de Creil que nous avons organisé et vécu notre solidarité avec la détermination d'être tous enfin reconnus pour ce que nous étions depuis très longtemps : des travailleurs de France. Notre combat a, malgré les pesanteurs bureaucratiques, les choix politiques et la pression du temps qui nous use tous les jours un peu plus, abouti à la régularisation d'un très grand nombre d'entre nous. Tous nos camarades régularisés ont alors immédiatement retrouvé du travail tout en poursuivant le combat solidaire avec ceux qui restaient sans-papier.

Aujourd'hui, nous continuons la lutte pour nos huit derniers camarades¹ encore exclus de toute régularisation par les préfetures. Notre détermination reste intacte. La preuve de notre engagement citoyen n'était pas à l'origine de notre combat qui se voulait être une reconnaissance légale et normale de notre statut de travailleur. Pourtant après presque trois années de lutte solidaire, syndicale et politique, nous avons largement prouvé notre participation à la vie citoyenne de la France.

Quelle que soit la politique de régularisation que vous souhaitez déployer durant votre mandat, vous avez, à plusieurs reprises, exposé votre volonté de tenir compte des engagements démocratiques de vos concitoyens. Vous avez, d'autre part, déclaré que vous étudieriez la situation des travailleurs sans-papier. Vous nous avez rencontrés à Creil et connaissez tout le déploiement d'énergie citoyenne dont nous et notre Comité de soutien avons fait preuve durant ces longs mois.

Nous vous demandons donc solennellement de prendre en considération cette lutte très locale afin d'y mettre un terme dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions pour que tous nous reprenions le chemin humain qui revient à chacun : celui du travail, de la vie de famille, de la liberté de circulation et d'expression.

Nous exigeons, au nom de la justice que vous prônez, la régularisation immédiate et sans condition supplémentaire (nous avons tous été et sommes des travailleurs, en poste ou grévistes, depuis des années, avons cotisé à toutes les caisses et éprouvé durement notre capacité à vivre dans ce pays) de tous les camarades grévistes soutenus par le Comité Ousmane Bâ.

C'est pourquoi, nous sollicitons auprès de votre cabinet une audience.

Veillez recevoir, Monsieur le Président, nos salutations citoyennes.

Pour le Comité de soutien Ousmane Bâ des 68 travailleurs sans-papiers de Creil,

Guy Lévêque, président

¹ Annexe : Noms des grévistes encore sans-papier